



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Mission permanente de la Suisse  
auprès des Nations Unies à New York**

**Permanent Mission of Switzerland to the United  
Nations in New York**

Seul le texte prononcé fait foi

**Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)  
Session de fond de 2010**

**Débat général du segment de haut niveau**

**Déclaration de  
M. Olivier Chave**

**Chef de la division des institutions globales  
Direction du développement et de la coopération suisse  
Département fédéral des affaires étrangères**

**New York, le 1 juillet 2010**

---

Check against delivery

**Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC)  
Substantial Session 2010**

**Coordination Segment General debate of the high-level segment**

**Statement by  
Mr. Olivier Chave**

**Head, Division Global Institutions (UN & BWI)  
Swiss Agency for Development and Cooperation  
Swiss Federal Department of Foreign Affairs**

**New York, 1 July 2010**



Monsieur le Président,

Quinze ans après l'adoption du Plan d'action de Pékin et dix ans après celle de la Déclaration du millénaire et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ce Segment de haut niveau de l'ECOSOC nous offre une excellente occasion d'une part de faire le point sur l'égalité des chances entre hommes et femmes et sur la situation des femmes dans le monde et d'autre part de renouveler nos engagements dans ce domaine.

Sur le plan global, nous constatons avec satisfaction qu'un nombre croissant de femmes sont actives en politique, aussi bien dans les instances législatives, exécutives que judiciaires. Les femmes représentent aujourd'hui 119% des parlementaires du monde entier, alors qu'elles n'étaient que le 14% en 2000. En Afrique Subsaharienne par exemple, elle sont passées de 12% à 18% des membres des parlements, et nous nous en félicitons. Dans le secteur privé par contre, la présence des femmes dans les conseils d'administration et parmi les cadres n'a connu qu'une légère progression, et cette tendance doit s'accélérer.

Par ailleurs, force est de reconnaître que les progrès sont insuffisants et inégaux si l'on compare les diverses régions du monde. Qui plus est, les progrès réalisés au cours des 15 dernières années sont très fragiles. À une époque de crises systémiques comme celles que nous affrontons (financière, économique, environnementale, alimentaire, énergétique), les avancées en matière d'égalité des sexes et des droits des femmes risquent d'être anéanties. Comme nous pouvons l'observer, les femmes sont souvent les plus vulnérables aux chocs externes, et sont les premières à risquer de tomber dans le chômage et la pauvreté – tout particulièrement dans les pays en développement. Un engagement continu reste donc nécessaire.

De tous les indicateurs de la santé, la santé maternelle est celui qui témoigne des inégalités les plus criantes entre pays riches et pays pauvres avec 99% des décès liés directement à la maternité répertoriés dans les pays en développement. La recrudescence de la violence contre les femmes représente aussi un signal alarmant. L'accès des femmes et des filles à la santé et à l'éducation reste très

inférieur à celui des hommes et des garçons. De plus, la grande majorité des élèves qui quittent prématurément l'école sont des filles.

Monsieur le Président,

Pour faire face à ces défis, nous avons besoin d'approches basées sur les droits, qui renforcent les capacités et l'autonomie des femmes, et leur garantissent entre autres l'accès aux services publics et aux ressources économiques en leur permettant de participer pleinement à la vie politique et sociale.

Sur le plan économique, il est aussi nécessaire de reconnaître et de valoriser le rôle du travail non rétribué fourni, notamment par les femmes, dans le cadre familial et dans les communautés. Le produit de ce travail n'apparaissant pas dans les indicateurs macroéconomiques, il est souvent ignoré ou sous-estimé par les politiques économiques. Dans ce contexte, la coopération suisse au développement s'engage dans ses pays d'intervention pour une meilleure reconnaissance de cette « care economy ». Plusieurs exemples démontrent que le rôle productif des femmes devient ainsi apparent ; il est alors pris en compte dans les choix politiques de ces pays, en particulier pour faciliter l'accès des femmes aux ressources économiques et à leur contrôle. La coopération internationale au développement se doit d'aider les pays partenaires à intégrer la dimension genre dans l'ensemble des politiques économiques de l'Etat. C'est à ce titre que la Suisse soutient ses partenaires dans l'application des méthodes du « gender based budgeting ».

Monsieur le Président,

La Suisse réitère son plein engagement en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration et de la Plate-forme d'action de Pékin, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des Objectifs du Millénaire pour le développement. La Suisse se félicite à ce titre de la conclusion des négociations portant sur la création de la nouvelle entité composite genre ; cette dernière permettra aux Nations Unies, en partenariat avec les Etats membres, de contribuer de manière plus efficace à l'égalité des chances entre hommes et femmes et à l'autonomisation des femmes.

Mr President,

Fifteen years since the adoption of the Beijing Platform for Action and ten years since the Millennium Declaration, the ECOSOC High-Level Segment presents us with an excellent opportunity to take stock of the situation regarding equal opportunities between men and women, the situation of women in the world, and to renew the commitments we have undertaken in this domain.

From a global perspective, we note with satisfaction that a growing number of women have become active in legislative, executive and judicial bodies. Today, 19% of all parliamentarians in the world are women; in the year 2000, this figure was only 14%. In Sub-Saharan Africa as instance, we are pleased to observe that this figure increased from 12% to 18%. In the private sector however, the presence of women on company boards and in upper management has shown only few progress, and this trend should accelerate.

Moreover, when comparing the different regions of the world we have to acknowledge that the progress achieved so far has been insufficient and uneven. In addition, progress achieved in the last 15 years is very fragile. Progress in the area of gender equality and the rights of women is especially threatened by the current crises in the financial markets, the economy, the environment, and in the energy sector. Women are often the most vulnerable to external shocks, and they are the first to be affected by increases in unemployment and by poverty - particularly in developing countries. Our continued commitment therefore remains a must.

Looking at all the health indicators, in particular maternal health is the one that shows most clearly the glaring differences between rich and poor countries: 99% of deaths directly linked to maternity are reported in developing countries. Furthermore, the upsurge in violence against women is alarming; access to health-care and education remains more restricted for women and girls than for men and boys; and it is a fact that the large majority of premature school-leavers are girls.

Mr President,

To address these challenges we need rights-based approaches that strengthen the capabilities and the autonomy of women. These approaches must in particular ensure that women have access to public services and economic resources and that they are able to participate fully in political life and in society as a whole.

At an economic level, it is necessary to recognise and enhance the status of non-paid work – done mostly by women – within families and communities. This area of work is frequently ignored or underestimated because the results do not appear in macroeconomic indicators. In this context, Switzerland's development cooperation is committed to achieving greater recognition of the "care economy" in its countries of intervention. As a result, several examples show that the role of women is becoming more visible; it is then taken into account in the political decisions of these countries, and this is permitting in particular greater access for women to – and control of – economic resources. Activities in cooperation development must be directed to support partner countries with integrating the gender dimension in all economic policy areas of the State. For this purpose, Switzerland supports its partner countries in the implementation of a gender sensitive budgeting approach.

Mr President,

Switzerland reiterates its full commitment to the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action, to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, and to the Millennium Development Goals. With this regard, Switzerland commends the conclusion of the negotiation on the creation of the new gender entity: this one will permit the United Nations, in partnership with the member States, to make a more efficient contribution to achieving equal opportunities between men and women and to empowerment of women.

Thank you.